

## CHAPITRE V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**ARTICLE 20:** Quiconque détient, lors de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, des sources de rayonnements ionisants, est tenu de transmettre à l'Organisme de réglementation de la radioprotection ou à défaut, au Ministère chargé de l'Energie, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente ordonnance, une déclaration comportant l'ensemble des informations relatives aux sources détenues.

**ARTICLE 21:** La présente ordonnance, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juin 2002**

**Le Président de la République,**  
**Alpha Oumar KONARE**  
**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Mines, de l'Energie**  
**et de l'Eau,**  
**Aboubacary COULIBALY**  
**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bacari KONE**

### **ORDONNANCE N° 02-060/P-RM DU 05 JUIN 2002 PORTANT CREATION DE L'AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION.**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle de services publics ;

Vu la Loi N°02-012 du 03 juin 2002 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P-RM du 25 avril 2002 ;

La cour Suprême entendue.

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

## CHAPITRE I : CREATION ET MISSION

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Il est créé un Etablissement Public national à caractère Administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommé Agence Malienne de Radioprotection, en abrégé AMARAP.

**ARTICLE 2 :** L'Agence Malienne de Radioprotection a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale dans le domaine de la radioprotection et d'assurer le contrôle des sources de rayonnements ionisants et la gestion des déchets radioactifs.

A cet effet, elle est chargée de :

- élaborer les avant-projets de textes législatifs et réglementaires relatifs à la radioprotection et veiller à leur application ;
- instruire les demandes d'autorisation pour l'acquisition, l'utilisation, le transfert et toutes autres opérations portant sur des sources de rayonnements ionisants ;
- délivrer les autorisations de détention et d'utilisation de sources de rayonnements ionisants et de pratiques mettant en œuvre des rayonnements ionisants ;
- déterminer les exclusions et les exemptions ;
- procéder périodiquement à des inspections radiologiques programmées ou inopinées ;
- effectuer des recherches et assurer la formation et l'information ;
- prendre les mesures conservatoires nécessaires en cas de violation de la réglementation en matière de radioprotection ;
- participer à toute opération d'urgence radiologique en cas d'incident ou d'accident impliquant des sources de rayonnements ionisants ;

- assurer la coordination de programmes nationaux de radioprotection visant au développement de l'infrastructure nationale de radioprotection dans toutes ses composantes ;

- représenter le Gouvernement Malien en matière de coopération internationale, dans les domaines de la réglementation de la radioprotection et de la gestion de déchets radioactifs.

## CHAPITRE II : DOTATION INITIALE

**ARTICLE 3 :** L'Agence Malienne de Radioprotection reçoit en dotation initiale l'ensemble des biens meubles et immeubles qui lui sont affectés par l'Etat.

## CHAPITRE III : RESSOURCES ET DEPENSES

**ARTICLE 4 :** Les ressources de l'Agence Malienne de Radioprotection sont constituées par :

- les revenus provenant des prestations de service ;

- les subventions ou contributions de l'Etat et/ou des collectivités territoriales et des organismes nationaux ou internationaux ;

- le produit des ventes de publications, de cessions d'actifs ;  
- les revenus provenant de l'aliénation des biens meubles ou immeubles ;

- les dons et legs ;  
- les emprunts ;  
- les recettes diverses.

**ARTICLE 5 :** Les dépenses de l'Agence Malienne de Radioprotection sont constituées par :

- les frais de personnel de l'Agence ;  
- les achats d'appareils de radioprotection, d'accessoires et de matières consommables ;

- les frais divers de fonctionnement, notamment les frais de formation ou de déplacement à l'intérieur du Mali et à l'étranger.

#### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 6 :** Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence Malienne de Radioprotection.

**ARTICLE 7 :** La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juin 2002**

**Le Président de la République,**

**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**

**Modibo KEITA**

**Le ministre des Mines, de l'Energie  
et de l'Eau,**

**Aboubacary COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bacari KONE**

-----

#### **ORDONNANCE N°02-061/P-RM DU 05 JUIN 2002 PORTANT CREATION DE LA MISSION CULTURELLE DE ES-SOUK.**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N° 94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle de services publics ;

Vu la Loi N°02-012 du 03 juin 2002 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu le Décret N°02-132/P-RM du 18 mars 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-135/P-RM du 19 mars 2002 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par les Décrets N°02-160/P-RM du 30 mars 2002 et N°02-211/P-RM du 25 avril 2002 ;

La Cour Suprême entendue ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **ORDONNE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Il est créé, pour une durée de cinq (5) ans, un service rattaché dénommé Mission Culturelle de Es-Souk (Tadmekka).

**ARTICLE 2 :** La Mission Culturelle de Es-Souk a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique nationale en matière de préservation et de mise en valeur du patrimoine culturel sur le site de Es-Souk.

A cet effet, elle est chargée de :

- inventorier les biens culturels mobiliers et immobiliers présents sur le site ;

- collecter, traiter et diffuser les données écrites et orales de l'histoire locale ;

- élaborer et mettre en œuvre un plan d'aménagement et de sauvegarde du site ;

- assurer la participation des structures communautaires et des associations culturelles à la gestion du site.

**ARTICLE 3 :** Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Mission Culturelle de Es-Souk.

**ARTICLE 4 :** La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 5 juin 2002**

**Le Président de la République,**

**Alpha Oumar KONARE**

**Le Premier ministre,**

**Modibo KEITA**

**Le ministre de la Culture,  
Pascal Baba COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bacari KONE**